

LES ROQUETS DE L'O.C.I. EN FLAGRANT DÉLIT

Leurs calomnies ayant peu d'effet, les roquets de l'O.C.I. s'étaient essayés à mordre. Leurs violences ont indigné toute la gauche révolutionnaire ; ils sont rentrés à la niche d'où ils recommencent leurs aboiements. Cela n'est pas très grave, mais comme ils choisissent prudemment de mentir sur des événements et des faits lointains, en général cela peut troubler les personnes non informées. Cette fois-ci, pourtant, ils ont passé la mesure : le numéro d'août-septembre de leur revue **La Vérité** (quel usage font-ils de ce beau titre !) nous permet de les prendre sur le fait des plus grossiers et des plus impudents mensonges. Pour une fois nous allons donc sacrifier de la place à les confondre. Cela servira d'exemple pour leurs autres élucubrations.

LA BOLIVIE EST LOIN, MAIS...

L'article est intitulé : « La politique internationale du castrisme : mirage et réalité ». Il commence par l'annonce d'une révélation : depuis le 18 janvier 1967, les dirigeants boliviens du P.O.R. (trotskyste), du parti communiste pro-chinois et du P.R.I.N. de Juan Lechin seraient arrêtés, déportés dans la jungle, et **personne** n'aurait révélé ces faits et ces noms, ni les conditions d'une terrible détention. Fort heureusement, en août-septembre, l'O.C.I. peut enfin publier une lettre du 29 mars, reçue de Buenos Aires... par la **Monthly Review**. Ce silence français révèle l'infamie, à l'égard du « Comité international » de l'O.C.I., dont serait membre Guillermo Lora et son parti le P.O.R., des liquidateurs du trotskysme que sont les Frank, Maitan, Mandel et autres Lequenne (auxquels on ajoute Pablo pour cultiver un amalgame indispensable).

Reconnaissons d'abord loyalement qu'il y a certainement dans le long développement résumé ci-dessus, au moins autant de confusion involontaire et d'ignorance que de mensonge délibéré. La manifestation du 18 janvier 1967 n'est pas l'événement qui a provoqué l'arrestation des leaders boliviens survenue en réalité au début de mars, non pas à l'occasion d'une grève universitaire, mais à l'occasion du déclenchement de la guérilla, ainsi qu'on en trouve la nouvelle dans un communiqué du Secrétariat unifié de la IV^e Internationale publié dans notre numéro d'avril, donnant la liste complète des militants arrêtés à ce moment, indiquant les lieux de déportation, et insistant sur l'inhumaine rigueur de ces régions. Ce communiqué fut reproduit par **Le Monde**. Au mois de mai commençait dans ce journal notre campagne pour les emprisonnés boliviens. En juin, nous titrions en première page : « En Bolivie (gros caractère) Régis Debray n'est pas seul menacé de mort (petits caractères) Liberté pour Hugo Gonzalez Moscoso, Guillermo Lora et leurs compagnons (gros caractères). Mais auparavant, en mai, le bulletin **Solidarité Pérou** publiait sous le titre « S.O.S Bolivie »... la lettre d'Irene Mirahí à la **Monthly Review**, datée du 29 mars, que **Voix Ouvrière** reproduisait quelques jours après, soit **trois mois avant** la publication inédite de ce « document exclusif » par **La Vérité** qui sous-entend qu'il s'agit-là d'un document de son « organisation internationale ».

Le cynisme est gros, mais ce n'est pas tout. A l'époque, un membre de l'O.C.I. participait au « Comité de Solidarité avec les victimes de la répression au Pérou ». L'O.C.I. s'y était ralliée après avoir refusé de participer à la première manifestation pour Hugo Blanco devant l'ambassade du Pérou (pour laquelle nous sommes actuellement poursuivis avec des dirigeants de toutes les organisations participantes) et avant d'en sortir le mois dernier par refus de participer à la seconde manifestation. Dans cet interlude, le représentant de l'O.C.I. nous demanda poliment (une fois n'est pas coutume) de lui fournir des renseignements sur les arrestations de Bolivie. Ils ne peuvent donc arguer l'ignorance sur ce point.

Dans notre campagne, nous avons associé les noms de Hugo G. Moscoso et de Guillermo Lora. L'O.C.I. ne connaît que Lora, c'est que Hugo Moscoso est secrétaire de la section bolivienne de la IV^e Internationale. Mais qu'est donc le P.O.R. ? Jusque'en 1966, il y eut deux P.O.R. en Bolivie, notre section et le parti de Lora. En 1966, après de longues discussions, les deux partis fusionnèrent, ce qui prouve suffisamment que le parti de Lora et Lora lui-même n'appartiennent pas au « Comité international » de l'O.C.I. et ne considèrent pas la IV^e Internationale comme une organisation de liquidateurs. Nous avons parlé de cette fusion dans nos numéros de novembre 1966 et d'avril 1967. Le problème de l'af-

filiation à la IV^e Internationale de l'organisation unifiée fut l'une des questions laissées en suspens. Mais il était résolu en mars 1967 puisque le matériel qui parut pour appeler au soutien de la guérilla était signé : P.O.R., section bolivienne de la IV^e Internationale (voir notre numéro de juillet-août : « Tout le peuple est aux côtés de la guérilla, manifeste du bureau politique du P.O.R. »).

Enfin, comme nos lecteurs s'en souviennent, les déportés du mouvement ouvrier bolivien, dont nos camarades, ont été libérés fin août ou début de septembre (notre numéro de septembre) dans des conditions et dans un état que nous ne connaissons pas encore.

Le flagrant délit de mensonge et de calomnie est établi sur ce point. A cette occasion, la preuve est faite que l'O.C.I. n'a aucun lien en Bolivie, et a fortiori, en core moins une section de son fantomatique « Comité international ». Quant à son attachement pour les trotskystes sud-américains, il se manifeste par sa scandaleuse carence dans la défense de Hugo Blanco (dont ils ne parlent un peu dans les syndicats qu'en se taisant sur le fait qu'il est un trotskyste dirigeant de la section péruvienne de la IV^e Internationale, en prétendant que cela « nuirait à sa défense ») et se caractérise par cet article publié après la bataille, avec le seul but... de dénoncer les dirigeants de la IV^e Internationale, c'est-à-dire de l'organisation frappée par la répression. Tristes roquets !

GUEVARA, CASTRO, DEBRAY ET LE TROTSKYSME

Dans la même page du même article, autre flagrant délit. Les susdits « liquidateurs du trotskysme » cherchent à « faire totalement le silence sur les attaques de Castro et de Debray contre le trotskysme, ou alors à les faire passer pour un « malentendu » sans portée. » Il vaut de s'arrêter à la formule « chercher à faire totalement le silence... ou ». Ces antistaliniens ont adopté la mentalité de leurs ennemis. Puisque nous sommes des liquidateurs, ils lisent dans nos âmes que nous voulons **faire totalement le silence**. Mais nous ne le faisons pas. C'est que nous ne pouvons pas, sans quoi nous l'aurions fait puisque nous sommes des liquidateurs.

Les attaques de Castro contre la IV^e Internationale (pas contre le trotskysme en général, contre nous les « liquidateurs » — nos roquets ont aussi un minuscule côté don-Quichotte) ont eu lieu à la Tricontinentale en janvier 1966. Notre numéro de février 1966 (nous avons été vite obligés de rompre le silence absolu) s'ouvre en première page par un article titré : « La Tricontinentale », où l'on peut lire : « Mais ce qui laisse perplexe, c'est l'autre partie du discours de Fidel Castro, sa violente sortie antitrotskyste, les accusations calomniatrices, de type stalinien, qu'il a lancées contre la IV^e Internationale, au moyen de citations et de rapprochements dont il ne peut ignorer le caractère d'amalgame de mauvaise foi. »

Ainsi, après notre silence... nul, voilà notre explication par le « malentendu ». Nous n'accordons même pas à Castro l'excuse d'avoir pu se tromper entre nous et les escrocs posadistes qui utilisent notre nom de IV^e Internationale et le souillent en Amérique latine par leur politique aventuriste et leurs outrances sectaires qui frisent la provocation. L'O.C.I., si violente avec la IV^e Internationale, est d'ailleurs d'une curieuse mansuétude pour les posadistes. Voici ce qu'elle écrit à leur sujet : « Le prétexte des attaques de Castro fut une série d'articles (notamment ceux écrits par Adolfo Gilly, trotskyste mexicain aujourd'hui en prison dans son pays (1) faisant état de divergences survenues entre Guevara et Castro et qui auraient motivé le départ de celui-là de Cuba. »

Nous touchons ici au sublime de la tartufferie : « **faisant état de divergences** »... Gilly accusait tout simplement Castro d'avoir assassiné Guevara, infamie que nous avions dénoncée à l'époque, et dont on peut mesurer aujourd'hui toute la pitoyable ignominie au fait que cela reste l'explication de **Minute**.

Que notre analyse de l'attitude de Castro à la Tricontinentale ait été juste, cela s'est vérifié par son évolution qui n'est invisible que pour les aveugles politiques. Nous reviendrons bientôt aux « analyses » du « théoricien » (?) de l'O.C.I. tendant à démontrer, depuis nous ne savons quel bar du quartier latin, que Castro et Guevara ne sont pas des marxistes, pas des révolutionnaires, pas des communistes. Un tel « trotskysme » n'est qu'une caricature humiliante, un service rendu

à l'adversaire. Le dirigeant adulé du groupe anglais frère de l'O.C.I., Healy, s'est impatienté des pleurs versés « hors de saison » pour Guevara, et dénonce son sacrifice comme « héroïque mais inutile ». De tels verdicts jugent leurs auteurs.

Quant à Debray, son livre est paru en français, en mars dernier. Le n° 31 de la revue **IV^e Internationale** (juillet) contient une longue étude de Livio Maitan qui lui répond avec fermeté et précision (sans l'injurier, il est vrai, nous l'avouons). Le 16 juin, à la Mutualité, sous le titre « Vers un second front révolutionnaire en Amérique latine », le cercle Karl Marx entendait deux exposés, de Michel Lequenne et Livio Maitan, où le livre de Debray était passé au crible. Voilà pour notre **total** silence à ce sujet. Quant à l'explication par le malentendu, certes, les membres de l'O.C.I. ayant renoncé à affronter notre service d'ordre doublé ce jour-là de celui de Voix Ouvrière (qui, comme on sait, ne partage pas nos positions sur Cuba et le castrisme, mais, en revanche, nos positions sur la démocratie ouvrière), ils avaient renoncé à nous entendre et ont donc dû écrire sur la base de leur seule « conviction morale ». Au moins auraient-ils pu lire le compte rendu du débat dans notre numéro de juillet-août, paru en juillet, ils auraient alors eu quelque idée que nous n'avions pas eu recours à l'explication par le « malentendu », mais que notre critique était radicale comme notre condamnation de ce livre, mais que, par contre, nous distinguions ses vues de celles de Guevara. Est-ce de la finasserie opportuniste ? En octobre, Régis Debray interrogé par des journalistes, admettait que Guevara avait des désaccords avec son livre.

LA PENTE QUI MENE HORS DU MOUVEMENT OUVRIER

La clef de l'article de l'O.C.I. tient dans ces lignes : « Rien ne peut changer aujourd'hui à la vérité implacable (2) que la lutte pour la défense du Vietnam et pour la solution révolutionnaire des problèmes non seulement des ouvriers et des paysans d'Amérique latine, mais de tous les pays, passe par la capacité de faire une analyse politique globale, qui montre les racines profondes du rôle international du stalinisme et permette d'engager partout contre lui une lutte implacable. »

Pour les paysans aussi :

Les luttes paysannes du début octobre ont pris un caractère nettement politique et coïncidé avec les manifestations limitées du mouvement ouvrier pour ses revendications. La violence des manifestations à Quimper, à Redon, à Caen, etc., traduit fort bien l'acuité de ce qu'il est convenu d'appeler le « malaise paysan » : celui-ci a dépassé maintenant les limites supportables, non seulement parce que la situation des petits exploitants a empiré, mais aussi parce que la patience dont on leur a demandé de faire preuve n'a pas été récompensée par les accords de Bruxelles.

Au bord du désespoir

Marc Bruel, secrétaire de la FNSEA, écrivait le 1^{er} octobre que nombre de paysans étaient au « bord du désespoir », que des régions entières étaient « accablées à la misère ». Cela est exact et concerne les paysans travaillant sur une exploitation familiale et les régions où les terres sont particulièrement morcelées. Ceux qui ont manifesté au début d'octobre étaient de petits paysans et des producteurs de poulets et de porcs, représentant en fait la majorité des paysans français.

Concrètement leur situation est la suivante : sur des terres de 10 à 30 hectares, la petite exploitation familiale utilise les membres de la famille comme main-d'œuvre, éventuellement modernise son équipement en machines agricoles, en installations pour la production animale (silos à grains, porcherie, etc.). Dans tous les cas, compte tenu de son importance, l'exploitation familiale est suréquipée ; mais aussi, les charges venant de ce suréquipement sont très lourdes pour la famille paysanne et les prêts du Crédit agricole sont rares en sorte que l'endettement devient écrasant et promet à plus ou moins long terme une faillite certaine.

Pour l'O.C.I., l'ennemi principal n'est pas l'impérialisme mais le stalinisme. Et le stalinisme c'est non seulement la politique des héritiers de Staline, mais tous ceux qui ne partagent pas leur hystérie dénonciatrice : les Chinois, tous les P.C., tous leurs membres jusqu'à l'ouvrier de base, les castristes même s'ils sont dénoncés par la **Pravda** comme trotskystes et s'opposent partout en Amérique latine à la ligne de coexistence pacifique ; et, bien sûr, la IV^e Internationale qui croit possible un front uni anti-impérialiste avec les castristes sur une ligne d'action armée répudiée par Moscou.

Ce mécanisme psychologique n'est pas nouveau, c'est celui de quantité d'anciens communistes qui abordèrent la critique du stalinisme avec une mentalité arriérée, une culture politique primitive, entraînant souvent un déséquilibre affectif. Cet antistalinisme se transformant en anticommunisme ne mène pas toujours où cela a mené Doriot, pas toujours même où cela a mené Souvarine (aux colonnes du **Figaro**), mais toujours hors d'un sens de classe clair. Force ouvrière est plein de ces sortes d'antistaliniens, et ce n'est pas un hasard si l'O.C.I. s'y trouve tant à l'aise. Aujourd'hui, l'ennemi principal de l'O.C.I., ce n'est même plus le P.C.F., même plus les castristes, c'est la IV^e Internationale, c'est contre elle que tous les moyens sont bons. Mais la dialectique de la vie politique est impitoyable : dans leur dérive, les dirigeants de l'O.C.I. en arrivent à employer les méthodes de leur ennemi « implacable » : leurs armes sont le mensonge, la calomnie, le coup de poing, et leurs adversaires précisément les pires adversaires qu'ont les stalinistes d'aujourd'hui : les castristes et les trotskystes de la IV^e Internationale. Nous espérons fermement que les militants sains de l'O.C.I. seront assez lucides pour approfondir cet apparent paradoxe : nous ne doutons pas qu'alors ceux-là se redresseront.

Michel LEQUENNE.

(1) Sauf erreur, l'O.C.I. n'a pas fait campagne pour la liberté des posadistes mexicains, ce que nous avons fait, en particulier, bien entendu, la section mexicaine de la IV^e Internationale, avant qu'un certain nombre de nos camarades tombent à leur tour victimes de la répression, ce dont l'O.C.I. ne s'est pas encore avisé.

(2) Le charabia est de l'O.C.I.

A cela il faut ajouter des problèmes qui dépassent ce cadre : l'élevage de porcs et de poulets se fait à l'aide de céréales. Or celles-ci sont à des prix élevés exigés par les céréaliers, et leur transport sur les lieux de production animale coûte cher. Dans l'autre sens, la production animale est achetée à un prix fixé très bas (le porc coûtait 2,62 F en 1950 et aujourd'hui 2,85 F le kilo vif) et le transport de cette production sur les lieux de vente est à la charge du producteur.

Un autre aspect de cette situation : les prix des produits industriels nécessaires à l'agriculture ont été libérés, mais les produits agricoles n'ont pas été indexés. En sorte que, sur la petite exploitation, on mesure avec parcimonie les doses de produits azotés destinés à l'amélioration des terres. Alors que sur une unité de production de 2 à 300 hectares, dans le bassin parisien, on utilise quelque 500 kg de fertilisants par hectare, sur la petite exploitation familiale de l'ouest ou du sud-ouest on n'en prendra que 100 kg. Le rendement à l'hectare s'en trouve donc diminué et la productivité du travail reste très basse.

On ne s'étonne pas de ce que le pouvoir d'achat des petits exploitants n'ait pratiquement pas progressé, ni de ce que les faillites se soient multipliées, entraînant un exode de petits paysans et aviculteurs vers les villes. Estimée à 4 273 000 pour la période 1954-1962, on prévoit qu'entre 1962 et 1970 la population active agricole passera de 3 878 000 à 2 931 000.

Les revendications

Les manifestants paysans demandaient que des mesures soient enfin prises pour qu'ils bénéficient d'une amélioration de leurs conditions de travail et de vie ; notamment que le prix des porcs et des